

**L'évolution de la Chine, le numérique et les
mouvements altermondialistes**

Voir aussi

Gustave Massiah

« Les mouvements sociaux à l'ère du numérique

À partir du livre de Zeynep Tufekci

Twitter & les gaz lacrymogènes »

In: Zeynep Tufekci & Gustave Massiah

Le monde révolté. Zeynep Tufekci, une sociologue engagée

C&F éditions - 25 octobre 2019

Téléchargement gratuit :

<https://cfeditions.com/monde-revolte/>

Simone Pieranni

Red Mirror. L'avenir d'écrit en Chine

Traduit de l'italien par Fausto Giudice

Cahier photos de Gilles Sabrié

15 x 21 cm. - 184 p. Collection **Société numérique**

25 € - ISBN 978-2-37662-021-1 - janvier 2021

Zeynep Tufekci

Twitter et les gaz lacrymogènes.

Forces et fragilités de la contestation connectée

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Anne Lemoine

14,8 x 210 cm. - 430 p. - Collection **Société numérique**

29 € - ISBN 978-2-915825-95-4 - septembre 2019

Elinor Ostrom

Discours de Stockholm en réception du Nobel d'économie 2009

avec une préface de Benjamin Coriat

Traduit de l'anglais par Jay Demazière et Hervé Le Crosnier

13,5 x 210 cm. - 118 p. - Collection Interventions Version imprimée

- 16 € - ISBN 978-2-915825-99-2 Version numérique (ePub) - 9 € -

ISBN 978-2-37662-016-7

Ouvrage publié sous licence édition équitable
Catalogue complet : <https://cfeditions.com>
(<http://edition-equitable.org>).

C&F éditions, février 2022

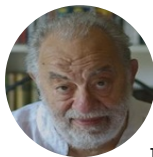
35 C rue des rosiers – 14000 Caen.

Gustave Massiah

**À partir du numérique en
Chine
Quelques réflexions sur des
possibles avènements du monde**

**Rebonds suite à la lecture de
Red Mirror. L'avenir s'écrit en Chine
par Simone Pieranni**

C&F éditions
Février 2022



Ingénieur économiste de formation, Gustave Massiah est consultant. Il a fait partie de la direction des études de l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts – section architecture en 1967 et 1968, il a participé à la création de l'École d'Architecture de Paris-La Villette, UPA6 ; il y a enseigné pendant quarante ans.

Très impliqué dans les ONG de solidarité internationale et de défense des droits humains et dans le mouvement altermondialiste, Gus Massiah a été président du CRID (Centre de recherche et d'information sur le développement, collectif d'une cinquantaine d'ONG), membre fondateur du CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), de l'AITEC (Association internationale de techniciens, experts et chercheurs) et du réseau IPAM (Initiatives pour un autre monde). Il est membre fondateur et membre du Conseil scientifique d'ATTAC (dont il a été vice-président de 2001 à 2006) et du Conseil International du Forum Social Mondial.

Gus Massiah a publié de nombreux écrits, articles et contributions sur les thématiques du développement, des rapports Nord/Sud, de la solidarité internationale, des droits économiques, sociaux et culturels... Il a publié en 2011 le livre, *Une stratégie altermondialiste*, aux éditions La Découverte. ■

Table des matières

Lecture commentée du livre *Red Mirror* p. 6

À partir du numérique en Chine
Quelques réflexions sur des possibles avènements du
monde p. 21

En guise de conclusion :
Intégrer la Chine dans la réflexion altermondialiste
p. 43

Lecture commentée du livre

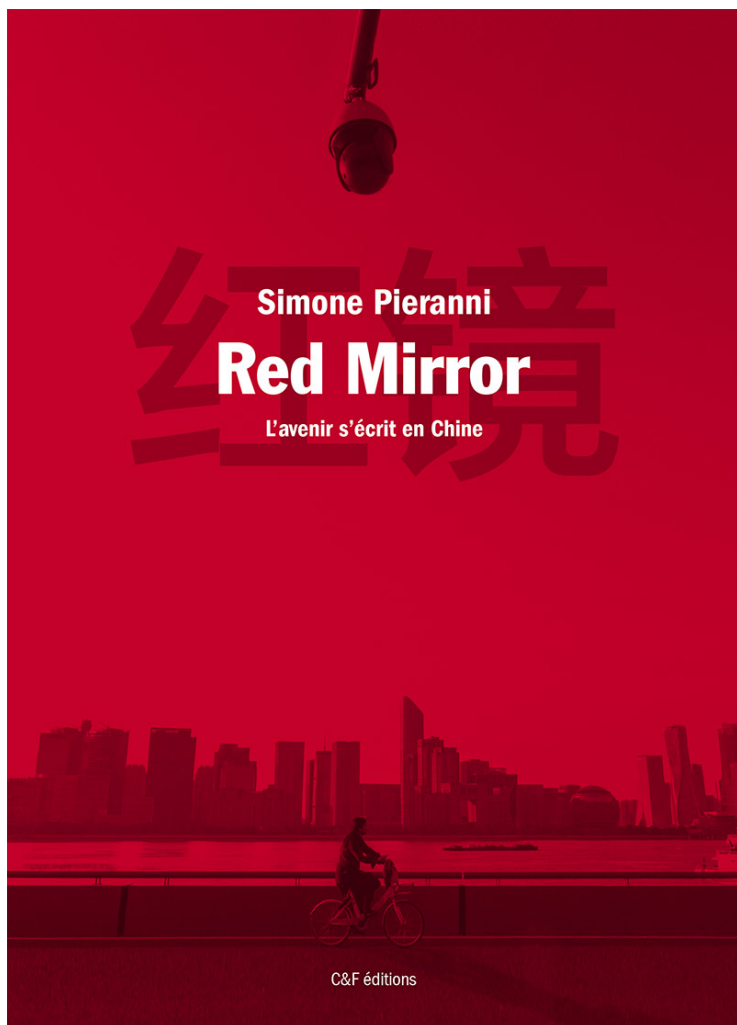
Red Mirror

gustave massiah

27 novembre 2021

Les éditions C&F¹ nous offrent encore un beau livre et un livre très important. Il s'agit de *Red Mirror, l'avenir s'écrit en Chine*². Ce livre est écrit par Simone Pieranni, journaliste au quotidien italien *Il Manifesto* et animateur de l'agence de presse numérique *China Files*³. Il suit de près, depuis des années, ce qui se passe à Pékin et décrypte, à partir de cinq questions, en cinq courts chapitres consacrés à l'évolution du numérique en Chine, ce que la Chine nous apprend sur un possible avenir du monde. Simone Pieranni interroge la Chine dans les domaines géopolitique, social, écologique, démocratique. *Red Mirror* n'est pas un livre de science-fiction ou de géopolitique. Ce n'est pas une étude exhaustive de la Chine, c'est un appel à la nécessité de tenir compte de la dynamique chinoise pour examiner les tendances à l'œuvre en Chine et explorer les voies qu'elles ouvrent pour l'avenir du monde.

Dans une première partie du présent texte, nous partons de ce qu'expose Simone Pieranni dans son livre. Dans une seconde partie, nous partirons de l'analyse de la situation actuelle et des grandes questions de transformation en tenant compte de la nouvelle position de la Chine dans le monde et de ce qu'elle expérimente et projette.



En nommant son livre *Red Mirror*, Simone Pieranni se réfère à la série télévisée dystopique *Black Mirror* dont le but premier était de montrer à quoi ressemblerait notre monde une fois que la technologie, créée par l'Homme, aurait pris le dessus sur les humains. Interrogé par la rédaction de *The Guardian* sur les origines du titre de la série, son créateur Charlie Brooker explique que le *Black Mirror* (le miroir noir,

en français) désigne en fait « tous les écrans qui nous entourent »⁴.

Le premier chapitre décrit la nouvelle Silicon Valley, et celle-ci est chinoise. La Chine n'imité plus ce qui s'invente en Occident ; elle a repris sa place d'empire du milieu, de centre du monde. Alors que c'est l'occident qui avait ouvert des routes commerciales entre la Chine et la Méditerranée, depuis l'empire romain, c'est dorénavant la Chine qui propose les « nouvelles routes de la soie ».

Il est inimaginable qu'un individu puisse survivre dans une ville chinoise sans smartphone et sans être branché en permanence à WeChat. WeChat aide pour tout et WeChat sait tout sur tout le monde ; c'est une « super-app » grâce à laquelle on peut tout faire. Elle est devenue une référence pour le Parti Communiste Chinois (le PCC) comme pour Facebook. Le changement survenu avec WeChat a bouleversé la vie quotidienne ; les courriels et les boîtes mails ont disparu. Le QR code est devenu la nouvelle manière de se connecter. WeChat est « l'app des apps ».

Le prochain défi entre la Chine et le monde occidental se jouera autour de la 5G, de l'intelligence artificielle et de leurs potentialités scientifiques, commerciales et de contrôle social. Contrairement à l'imaginaire occidental des pouvoirs « disruptifs » du numérique, cette évolution ne remet pas en cause, pour l'instant, le rôle du PCC dans la société chinoise. Pour le comprendre, rappelons que le passage de centaines de millions de personnes au-dessus du seuil de pauvreté est un événement exceptionnel dans l'histoire de l'humanité, qui explique pourquoi le PCC reste aussi central dans la société chinoise.

C'est en 1998 que Ma Huateng, à 27 ans, crée une entreprise Tencet qui va créer WeChat. Le tournant fondamental de l'économie chinoise coïncide avec la crise financière du néolibéralisme en 2008. La Chine passe de sa fonction d'usine du monde, producteur de quantités gigantesques de marchandises à bas-coût, à un pôle technologique majeur, suite à un investissement massif dans l'innovation et les nouvelles technologies. C'est la fin de l'humiliation chinoise.

WeChat arrive en 2011, accompagnant le passage de l'ordinateur portable à la navigation mobile. L'explosion grand-public en Chine de la communication numérique passe d'abord et avant tout par les smartphones. Dans le même temps, le pouvoir chinois a mis en place un pare-feu informatique, une « grande muraille numérique » qui isole les utilisateurs chinois du reste du monde d'internet. Celle-ci a permis de limiter la concurrence des mégas firmes étrangères et laissé les jeunes startups chinoises se développer à l'abri sur le plus grand marché intérieur du monde. L'investissement privé n'est pas le seul moteur du boom du numérique chinois. En 2012, Xi Jinping décide d'investir dans l'intelligence artificielle et fixe l'objectif de faire de la Chine l'État le plus avancé du monde technologiquement pour 2030.

En 2014, sur ce marché intérieur, WeChat va supplanter Alibaba, jusqu'alors la première entreprise chinoise, reine du commerce en ligne. WeChat s'est imposée à partir de la gestion des données. Les données constituent une nouvelle matière première ; et la Chine devient « l'Arabie Saoudite des données ». C'est pourquoi Facebook s'intéresse tant à WeChat qui ne dépend pas de la publicité mais des pourcentages captés sur le paiement des activités. L'existence de la surveillance de masse a rendu la question des données très sensible. Elle n'est pas réservée à la Chine et concerne directement les sociétés occidentales et les grandes firmes multinationales. À partir de 2013, le scandale public éclate

avec les révélations des pratiques étatiques de surveillance, puis des persécutions d'Edward Snowden et de Julien Assange. En Chine également, WeChat a fourni des quantités de données au gouvernement chinois et a développé des algorithmes de censure très sophistiqués. Le capitalisme de surveillance rapproche les États-Unis et la Chine. Simone Pieranni pose ainsi une question très dérangeante : laissons-nous nos données aux entreprises américaines ou à l'État chinois. N'y aurait-il pas d'autres alternatives ?



Paiement au marché via WeChat

Photographie Gilles Sabrié

Le deuxième chapitre aborde la question de l'utilisation des outils informatiques à partir de l'exemple des données accumulées dans la construction des villes intelligentes, les « smart cities », les villes du futur.

Terminus est une startup chinoise créée en 2015 et qui est devenue une licorne estimée à plus d'un milliard de dollars. Elle organise le gouvernement des quartiers de ville en utilisant l'intelligence artificielle et l'internet des objets. Elle applique à son propre fonctionnement les méthodes qu'elle suggère pour la gestion des villes, et on accède à ses propres bureaux par reconnaissance faciale. Dans les « villes intelligentes », les données concernent les habitants et les passants. Elles proviennent des caméras intelligentes, de la reconnaissance faciale, de géolocalisation, d'empreintes vocales et sonores. Chaque mouvement est enregistré et consigné. En cas d'absence d'enregistrement il faut aller vérifier que tout va bien. Ces villes sont supposées être plus sûres et la lutte contre les activités criminelles serait facilitée. Terminus fournit des solutions clés en mains pour les collectivités locales. La vidéosurveillance est omniprésente. Le projet « regard perçant » prévoit ainsi qu'il y ait à court terme une caméra pour trois personnes.

Terminus a réalisé 6891 projets de villes intelligentes, concernant plus de 8 millions de personnes, en appliquant ses concepts « intelligents » aux immeubles résidentiels. Les « smart-cities » désignent des stratégies de planification urbaines innovantes à partir des technologies de communication et des techniques éco-durables ; ce sont des villes totalement « sous contrôle ». Elles ne concerneront qu'une partie de la population. Elles nécessitent un accès suffisant aux terres rares, dont les mines sont nombreuses en Chine et à des produits technologiques conséquents. Tout cela pour des villes qui doivent permettre la durabilité environnementale et la sécurité personnelle...

La Chine a une influence sur les tendances mondiales des smart-cities et la vidéosurveillance ; elle peut aussi imposer ses produits sur le marché mondial. Elle peut expérimenter et perfectionner son arsenal sécuritaire. La technologie chinoise est la plus avancée en termes de reconnaissance faciale. Appuyées par la stratégie de l'État chinois, les

entreprises de ce pays mènent des expérimentations et recherches en Afrique, afin de perfectionner au maximum le mécanisme de reconnaissance faciale de la technologie chinoise pour les visages africains. De la même façon, un programme de surveillance et de contrôle est mis en place pour la minorité ouïgoure, avec des conséquences dramatiques pour ce peuple.

La Chine dispose encore de quelques années pour créer un produit mondial que tout le monde voudra. Simone Pieranni décrit cette rue de Pékin, l'Innoway qui a servi d'incubateur pour 3000 start-up dont 355 étrangères. Signe de l'importance stratégique de ce secteur, un ingénieur chinois spécialisé dans l'intelligence artificielle et le big data gagne plus que son homologue occidental.

Aujourd'hui, dire le futur se confond avec le développement de la 5G. Celle-ci est appelée à changer notre vie quotidienne en accélérant les transferts de données, ce qui permet des systèmes immersifs (le fameux métavers), mais aussi la surveillance « en temps réel ». La Chine est, de ce point de vue, le pays le plus avancé avec la Corée du Sud. L'enjeu est de rendre la 5G utile pour la vie quotidienne, afin de masquer les usages de contrôle. La Chine ambitionne d'être le plus grand marché pour la 5G dès 2022, ce qui accentue la concurrence entre la Chine et les États-Unis. Le problème concerne le contrôle social accru et ses conséquences. Il s'agit d'une nouvelle révolution industrielle avec ses conséquences pour les nouveaux travailleurs autant que pour celles et ceux qui en seront exclus.



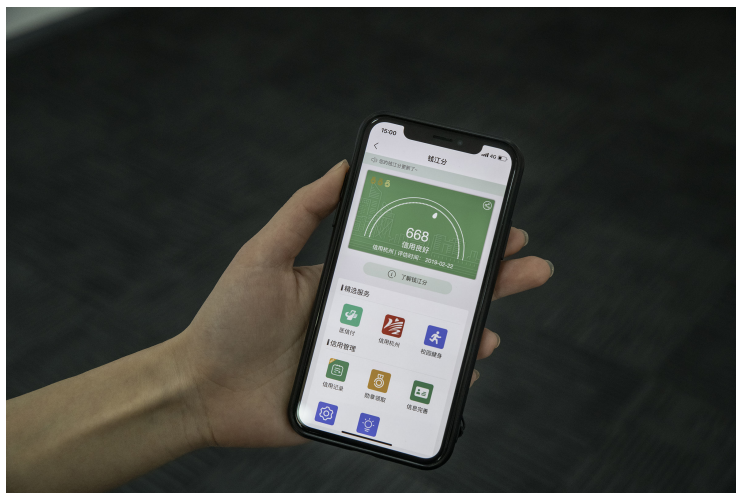
Caméras de vidéosurveillance installées partout dans les villes

Photographie Gilles Sabrié

Le troisième chapitre s'intéresse à la sinisation de l'industrie numérique mondiale. Pour de nombreux travailleurs chinois de la haute technologie, la devise pourrait être « *pas de sommeil, pas de sexe, pas de vie* ». Une devise qui s'applique face à un écran. Leurs conditions de vie et de travail, leurs salaires, sont meilleurs mais l'effort demandé est identique : sacrifier son existence à la richesse de la nation chinoise. Le reste de la planète tend à adopter des rythmes de travail similaires. Les multinationales ont pratiqué, en Chine et ailleurs, un dumping social mondial. Le soutien et la liberté en Chine sont d'abord accordés aux employeurs. Le monde change mais pas l'exploitation. L'entreprise Huawei, impliquée dans la 5G, applique une discipline très stricte et très hiérarchisée.

Son actionnariat appartient à des milliers de salariés et son fondateur ne possède que 1,42% des actions. Les luttes des travailleurs de la haute technologie, programmeurs, ingénieurs, étiqueteurs et « turcs mécaniques » ont commencé en Chine. Les conditions de travail combinent la rapidité d'exécution, la soumission et l'automatisation. Chez Foxconn, entreprise taïwanaise dont les usines sont implantées en Chine, 73% des employés travaillent plus de dix heures par jour. Début 2019, les luttes se sont développées contre le « modèle 996 », c'est à dire le travail de 9 heures à 21 heures, 6 jours par semaine. Ceux qui protestent sont des fainéants. Les étiqueteurs, les *data-taggers*, préparent les quantités de données qui nourrissent les algorithmes et les machines. L'objectif du Plan de développement de l'intelligence artificielle est que, d'ici à 2030, les technologies et applications chinoises soient utilisées dans le monde entier. La compétition est ouverte entre la Chine et les États-Unis : qui va contrôler le Big-Data ?

Contradiction en acte, le système économique chinois est en réalité constitué de mécanismes néolibéraux contrôlés par l'État. Les travailleurs sont écrasés par une logique ultralibérale, alourdie de plus par le contrôle de l'État. La course à l'automatisation prévoit pour certaines activités de remplacer les humains par des robots. La première banque-robot a ouvert à Shanghai. L'intelligence artificielle qui pilote le guichet s'appuie sur la reconnaissance faciale de l'utilisateur puis sur une conversation avec un robot pour entrer dans la banque et avoir accès aux services. L'intelligence artificielle, les super applications et les villes intelligentes, appuyés sur le travail obscur de millions de personnes dessinent les contours d'une nouvelle approche plutôt dystopique de la citoyenneté.



Écran d'une expérience du Système de crédit social
Photographie Gilles Sabrié

La quatrième question et le quatrième chapitre concerne le système de crédit social et les vies à points.

Le SCS, système de crédit social, est un système de surveillance et de contrôle constant du comportement des citoyens, des entreprises et des institutions en utilisant toutes les nouvelles technologies : caméras intelligentes, reconnaissance faciale, algorithmes, intelligence artificielle, capteurs des villes intelligentes, vitesse de transmission de la 5G.

L'analyse et l'évaluation du comportement servent à calculer un « degré de fiabilité » pour chaque personne. Sur la base de ces scores, des systèmes de récompenses et de sanctions pour les actions individuelles sont établis. Chaque citoyen et citoyenne, chaque entreprise seront do-

tés de points. Ce score dépendra du degré de fiabilité qui vont définir de nouveaux concepts de citoyenneté. Malgré les contraintes, ce système paraît apprécié par une partie du peuple chinois. La reconnaissance faciale permet l'affichage des contrevenants ; la crainte de la honte, plus que les lois, incite à suivre les règles.

Le SCS n'est pas, ou pas encore, unifié. Il existe des expériences, avec des listes noires et des listes rouges. Chaque citoyen et chaque entreprise aurait un score social déterminé par son propre comportement ; il en résultera des avantages ou des sanctions ou réprimandes. Qui obligeront alors à activer des systèmes de récupérations de points. L'État de surveillance a pour ambition de construire une société irénique qui serait régie par la confiance mutuelle entre les citoyens, les entreprises et l'État. Peu de chances que cela se retrouve dans la réalité.

À l'origine, ce système de points a été appliqué aux entreprises, évaluées sur la base du respect des lois et des normes fixées par le gouvernement. Cela visait à répondre à une méfiance de la population envers les entreprises à la suite de différents scandales. À partir de 2014, ce projet expérimental s'étend des entreprises aux personnes. Les informations contenues dans la fiche individuelle seront comparables à un curriculum vitae très détaillé.

Ce qui se passe en Chine est-il dans son principe différent de ce qui se passe dans les pays occidentaux ? Il y existe également des systèmes de listes noires qui peuvent conduire en situation « d'État d'urgence » de plus en plus permanent à l'interdiction d'accès à des manifestations. Noter son prochain est devenu une activité quotidienne ici aussi. On peut voir une dynamique commune entre les systèmes de notation chinois et les systèmes de notation des Airbnb, Uber, Ebay, tous ces systèmes d'évaluation mutuelle qui permettent de vérifier la réputation en ligne. Avec la différence qu'en Chine, ce ne sont pas des évaluations subjectives d'autres citoyens, c'est l'État qui juge tous les ci-

toyens. Le système de crédit social s'inscrit dans la référence à l'ingénierie sociale pour assurer l'efficacité et l'harmonie.



Recherche technologique portant sur la reconnaissance faciale
Photographie Gilles Sabrié

Le cinquième chapitre concerne les clés du succès : la créativité et la recherche. Simone Pieranni donne l'exemple de Pix Moving qui fournit à ses clients américains des modèles de véhicules utilitaires dont les composants sont produits à partir des imprimantes 3D. Les pièces sont produites à partir des algorithmes et des informations directement disponibles dans le cloud à partir d'une conception générative. La Chine consacre d'énormes ressources à la production « intelligente » ; c'est le cœur du programme « Made in China 2025 ». Elle a fourni à ses en-

treprises, en 2018, plus de robots industriels que l'ensemble de Europe et du continent américain.

À partir de 1980, les États-Unis ont arrêté d'investir massivement dans l'innovation, l'éducation et la recherche. Les dépenses publiques de recherche et développement sont passées de 1,2% du PIB en 1980 à 0,6% en 2017. En Chine, après la période de la Révolution culturelle, l'enseignement supérieur a explosé. En 1990, le nombre de doctorants était vingt fois plus élevé aux États-Unis qu'en Chine ; en 2010, on compte 29 000 nouveaux doctorants en Chine contre 25 000 aux États-Unis.

Simone Pieranni avance un troisième facteur expliquant la très rapide remontée de l'économie chinoise du numérique : la méritocratie. Le Parti communiste chinois serait passé du stade de parti révolutionnaire à celui de parti méritocratique. De ce point de vue, le système de sélection des fonctionnaires en Chine fonctionne. Toutefois, la réalité est plus multiforme ; à côté de la logique de la méritocratie coexistent des pratiques quotidiennes de *guanxi* (le grappin), de relations, de réseaux de connaissance qui constituent des formes corruption, de distribution de dessous de tables, et qui aboutit à un système de clans.

Forte de l'investissement massif dans la recherche et l'éducation, la Chine s'est lancée dans la construction des ordinateurs quantiques qui augmentent les vitesses de traitement et pourrait concurrencer le réseau internet actuel, notamment en y incorporant une cryptographie forte, comme le demandent les projets liés au *métavers* ou à ce que l'on commence à appeler le web3.

Dans l'avance chinoise, la question des données est centrale, et interroge tous les acteurs des libertés numériques dans le monde. Par rapport aux entreprises américaines et à l'État chinois, une autre stratégie consistant à considérer les données comme un bien commun est-elle envisageable ? Comment va aussi évoluer la société civile chinoise ? Quel type de relations va-t-elle établir avec son

État ? Une nouvelle forme de citoyenneté peut-elle progresser dans ce pays ? Comment améliorer la vie des gens et les relations à l'environnement plutôt que le contrôle social aux mains des États ou des plateformes technologiques ?

La capacité à penser les libertés individuelles et les droits collectifs en dehors de la surveillance d'État est particulièrement prégnante en Chine... mais n'est-ce pas à des degrés divers des questions qui se posent à l'ensemble des mouvements sociaux de la planète ? Comment ce que nous pouvons apprendre de la Chine, et notamment de la place stratégique qu'y occupe le numérique dans sa stratégie géopolitique peut éclairer les mouvements altermondialistes et l'ensemble des mouvements sociaux ?

Le livre de Simone Pieranni, qui présente à la fois la vie réelle des habitants en Chine, et la met en relation avec les grands projets structurants tels que les « nouvelles routes de la soie » nous incite à penser aux répercussions du numérique chinois sur le monde entier. Essayons d'en tirer, à partir de cet ouvrage, quelques réflexions sur les avenir possibles du monde.

Notes

1. Merci à Hervé Le Crosnier qui anime les éditions C&F, pour sa lecture attentive et critique et ses très nombreuses corrections et suggestions
2. Simone Pieranni, *Red Mirror, l'avenir s'écrit en Chine*, C&F éditions, 2021. <https://cfeditions.com/red-mirror>
3. <https://www.china-files.com>
4. « The "black mirror" of the title is the one you'll find on every wall, on every desk, in the palm of every hand: the cold, shiny screen of a TV, a monitor, a smartphone » in: Charlie Brooker, « The dark side of our gadget addiction », *The Guardian*, 1 décembre 2011.

Saggi Tascabili

SIMONE PIERANNI

RED MIRROR

IL NOSTRO FUTURO
SI SCRIVE IN CINA

EDITORI  LATERZA



ESPEJO
ROJO

NUESTRO FUTURO
SE ESCRIBE EN
CHINA

SIMONE PIERANNI
ensayo  edhasa



À partir du numérique en Chine

Quelques réflexions sur des possibles avènements du monde

L'avenir du monde n'est pas écrit. La Chine ne résume pas l'avenir du monde mais à partir de la Chine, on peut percevoir des tendances à l'œuvre. La pandémie de coronavirus a démontré la puissance et les dangers de l'intelligence artificielle et du contrôle des données. Elle a confirmé que nous étions à un croisement dans l'évolution des futurs possibles.

Dans un article remarquable, Walden Bello, de Focus on Global South, analyse l'évolution de la Chine¹. Il rend d'abord un hommage au PCC pour son centenaire. Il indique qu'il n'y a pas beaucoup de partis communistes qui ont atteint cent ans et qui ont conduit trois révolutions. Il rappelle la révolution de libération nationale, sous la direction de Mao Zedong, et la Révolution culturelle abandonnée au profit de la modernisation nationale. La troisième révolution est une révolution capitaliste nationale, une forme spécifique à la Chine de capitalisme d'État contrôlé, doublée de la volonté d'être reconnue comme un leader de l'économie mondiale.

Walden Bello ne se livre pas à une condamnation de l'évolution chinoise. Il termine son article par un certain nombre de recommandations à la Chine, sur les nouvelles routes de la soie qui pourraient constituer une ouverture

pour les pays du Sud, sur l'évolution de Taiwan et de Hong-Kong qui sont certes chinoises mais dont les souhaits d'autonomie des habitants devraient être écoutés, sur le respect des droits des Ouïgours, ... Il pose également une question fondamentale quant à cette évolution capitaliste de la Chine : faut-il passer par là ? L'achèvement du capitalisme est-il nécessaire pour sortir du capitalisme ?

Le débat sur la nature du système dominant en Chine est ouvert. Claudio Katz pose la question dans un très important article de *Viento Sur*². La Chine n'est ni puissance impérialiste, ni pays du Sud ; il propose plusieurs scénarios possibles sur son évolution. Rémy Herrera pose lui-aussi la question « La Chine est-elle capitaliste ? » en proposant considérer que « *une économie avec capitalistes peut être en core une économie non-capitaliste* »³. Pierre Rousset analyse pour sa part la Chine comme un impérialisme émergé⁴. Il propose de distinguer le mode de production qui serait déjà clairement capitaliste et la formation sociale chinoise qui est très spécifique et plus contradictoire. Il faut d'ailleurs souligner l'importance des contradictions et des débats en Chine ainsi que l'importance et l'activité des mouvements sociaux internes.

Il nous faut quitter le modèle occidental-centré et tenir compte de la Chine pour réfléchir aux grandes contradictions qui composent l'avenir du monde : le social ; les inégalités et les discriminations ; l'écologie ; la démographie et les migrations ; la géopolitique et les institutions internationales ; la guerre et la paix ; la démocratie ; l'hégémonie culturelle ; l'émancipation féministe ; la décolonisation et le racisme ; le dépassement du capitalisme ; la stratégie d'émancipation.

La question sociale comprend la question de la pauvreté et la question des inégalités. Elle détermine aujourd'hui le débat sur le développement comme modèle de transformation sociale⁵. Une grande partie de l'humanité ne dispose que de moyens au-dessous ou très proches des seuils de pauvreté.

Et il faut bien admettre que les revenus correspondants aux seuils de pauvreté ne permettent pas de subvenir aux besoins des familles et des communautés pauvres. La Chine a réussi à faire progresser les revenus de plusieurs millions des ménages les plus pauvres. Elle l'a fait à partir du recours déterminant à l'intervention de l'État. Elle n'a pas ignoré le marché, mais elle n'a pas attendu que le marché le fasse sans intervention de l'État. La Banque Mondiale et le FMI ont dû le reconnaître et admettre que si dans les Objectifs du développement durable décrétés et évalués par l'ONU (ODD), l'augmentation au-delà du seuil de pauvreté avait progressé, c'était en grande partie grâce aux résultats de la Chine.

La question des inégalités sociales est plus contradictoire. La lutte contre la pauvreté est une première forme de lutte contre les inégalités sociales. Mais le capitalisme triomphant accentue des inégalités en permettant aux élites dominantes un enrichissement sans limites. C'est ce qu'a démontré l'évolution de la nomenklatura soviétique avec le passage des bureaucrates aux oligarques et aux milliardaires. C'est ce que l'on peut voir aussi en partie en Chine. Avec une différence toutefois, liée à la prédominance, pour l'instant, de l'État et du PCC par rapport aux dirigeants économiques. La question des inégalités économiques se traduit toujours par les discriminations sociales. L'État chinois tente de contourner cette évolution à partir d'une organisation sociale qui s'efforce de passer de la surveillance au contrôle. Le Système de crédit social qui est expérimenté dans quelques villes et régions de Chine étant la manière chiffrée et informatisée de parvenir à une société « sans friction », au prix d'une restriction massive des libertés individuelles et collectives.



Travailleuse dans une usine technologique

Photographie Gilles Sabrié

La question écologique s'est imposée comme une question centrale, notamment au travers de la prise en compte des modifications liées au changement climatique et à la perte de la biodiversité. La prise de conscience de l'urgence écologique a beaucoup tardé. Les constats et les mises en garde concernant le climat ont commencé dans les années 1970. Elles n'ont pas été écoutés et jusqu'à ces dernières années, elles ont fait l'objet d'une faible attention. Bien que les entreprises extractivistes des combustibles fossiles aient eu vent des recherches très tôt, elles ont cherché durant des décennies à semer le doute et masquer leur responsabilité. Si bien qu'aucune mesure sérieuse n'a été mise en œuvre. La prise de conscience de l'importance des mesures nécessaires commence à faire

son chemin. Elle commence par les mesures de correction des émissions des gaz à effet de serre en ce qui concerne les politiques énergétiques. Elle interpelle les logiques des politiques mises en œuvre et la remise en cause du modèle de développement. La notion même de développement, et sa subordination à la croissance productiviste, est aujourd'hui fondamentalement critiquée. La question est devenue civilisationnelle.

Alors même que, compte-tenu de l'importance de sa population et de l'avidité énergétique de son développement capitalistique en font un des premiers pays émetteurs de gaz à effet de serre, la Chine semble avoir pris au sérieux la question climatique. L'urgence est un de sujets mis en avant par les populations et cette préoccupation transparaît dans les mouvements d'opinion car les conséquences sont de plus en plus visibles (notamment dans les grandes villes comme Pékin, trop souvent noyées dans un brouillard permanent). Les autorités affirment en tenir compte. Non sans contradiction, quand dans le même temps elles continuent à développer les mines de charbon. Mais dans certains domaines, dans le débat sur les politiques urbaines par exemple, l'écologie est une préoccupation chinoise qui se traduit souvent par la recherche de solutions technologiques qui ne remettraient pas en cause la dynamique de croissance économique. Un débat mondial dorénavant.

L'écologie s'impose comme incontournable dans la compréhension de l'évolution des relations géopolitiques mondiales, mais aussi dans une dimension plus anthropologique. Le climat, la biodiversité, la cohabitation des espèces, interrogent le rapport entre l'espèce humaine et la nature. Il s'agit d'une remise en cause philosophique, la fin du temps infini qui repousse toujours les solutions à demain, et de l'espace infini qui découvre toujours de nouveaux territoires à exploiter. Nous sommes clairement entrés dans ce que Geneviève Azam appelle le temps du monde fini⁶ qui se traduit par l'irruption de l'urgence pour

défendre la possibilité d'une vie digne pour toutes et tous sur cette planète. La question démographique est liée à la question écologique et aux limites de la planète. Mais, l'écologie ne se résume pas à la démographie ; c'est le modèle de croissance, celui du capitalisme productiviste qui est en cause. Dès les années 1960, le débat relie environnement et développement. Le rapport au Club de Rome, dit rapport Meadows, publié en 1972⁷, aborde les conséquences écologiques de la croissance économique et associe la limitation des ressources à l'évolution démographique. Les raisons de la dégradation environnementale sont diverses, pour certains, il s'agit des effets dévastateurs des nouvelles technologies agricoles et industrielles, pour d'autres, il s'agit d'une conséquence des inégalités de richesse⁸. La Chine a été un des premiers pays à prendre en compte la question de la croissance démographique avec la politique de l'enfant unique. Il faut revenir sur la question démographique. Deux démographes canadiens Darrell Bricker et John Ibbitson, dans un livre récent, *La Planète vide*⁹, analysent le choc de la décroissance démographique mondiale. Ils remettent en cause les prévisions des Nations Unies qui estiment que la population mondiale passerait de 7 à 11 milliards d'ici la fin du siècle avant de se stabiliser. Ils estiment que le pic sera de 9 milliards entre 2040 et 2060. Et que la population sera en décroissance dans une trentaine de pays en 2050 (contre une vingtaine aujourd'hui). Les taux de fécondité ne sont pas astronomiques dans les pays en développement. Beaucoup sont au taux de remplacement ou en dessous de ce taux. La raison découle de l'émancipation des femmes et l'évolution vers un taux de 1,7 enfant par femme. Dans le monde comme en Chine, le vieillissement social devient un problème essentiel. Les prévisions des Nations Unies pour la Chine, estiment que la population atteindrait 1,4 milliards en 2030 puis baisserait pour descendre à 1 milliard à la fin du XXI^e siècle. D'autres

prévisions estiment que la population chinoise tomberait à 754 millions en 2100 (estimations données dans *Planète vide*). Cette question démographique déterminera une question aujourd'hui centrale, la question des migrations¹⁰. Les migrations ont accompagné l'histoire de l'Humanité depuis ses débuts ; elles commencent avec l'Homme de Néanderthal et l'*Homo sapiens*. À chaque période, les migrations s'adaptent et prennent des caractéristiques nouvelles. Aujourd'hui avec la phase du néolibéralisme comme phase de la mondialisation capitaliste, les migrations prennent trois formes : les migrations économiques qui prolongent et modifient les migrations de travail marquées par l'évolution industrielle du XXe siècle, celle des OS (ou ouvriers spécialisés dans le travail à la chaîne) de l'industrie ; les migrations politiques liées aux situations de guerre et de répression ; les migrations environnementales qui vont prendre une importance majeure. Pourtant, ce qui caractérise aujourd'hui les migrations, au niveau des mobilisations des migrants et aussi au niveau de ceux qui en font la cause de tous les maux, ce sont les références à l'esclavage et à la colonisation. C'est parce que la décolonisation n'est pas terminée et que l'imaginaire relie la première colonisation à la seconde, celle des empires coloniaux et de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Les luttes contre le racisme et les discriminations se réfèrent à la décolonisation et la prolongent.

Plusieurs éléments nouveaux vont modifier la question des migrations dans la prochaine période. Le choc de la décroissance démographique dans de nombreux pays, notamment dans les pays les plus industrialisés et la rupture écologique ont déjà été mentionnés. Citons aussi la réduction dans de nombreux pays de la population agricole. Dans les pays industrialisés, elle passe de la majorité de la population à environ 5% de la population. Cette évolution pourra modifier le rapport entre nomade et sédentaire qui a été marquant depuis l'invention de l'agriculture en

Mésopotamie. D'autres modifications accompagneront les évolutions des caractéristiques des États-Nations qui ont défini les formes de gestion des frontières des trois derniers siècles.

La question géopolitique prend une importance majeure ; les contradictions géopolitiques mettent en cause le système international. Les pandémies et le climat occupent le devant de la scène. Ce n'est pas la première fois qu'ils s'invitent dans l'Histoire. Dans un livre excellent, Kyle Harper¹¹ discute de leur rôle dans la chute de l'empire romain occidental et montre comment ils ont révélé la perte de résilience de Rome. À partir de cet exemple, nous nous livrons à des libres réflexions dans ces temps incertains¹². C'est cette réflexion qui conduit à analyser la perte de résilience et la chute de l'empire américain et le déplacement du centre du monde avec la montée de l'Asie. Ce qui nous amène aussi à considérer que nous vivons actuellement une crise de civilisation qui sera longue. Cette crise nous conduit à revenir sur la compréhension des transitions entre civilisations et à resituer l'effondrement, qui n'est pas la fin de l'Histoire, comme un passage vers l'émergence de nouvelles civilisations.

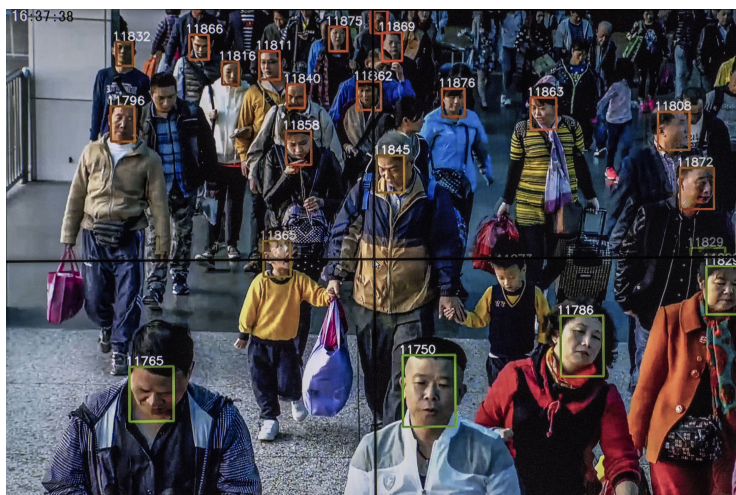
La crise sanitaire du Covid-19 a démontré l'affaiblissement des États-Unis en tant que pôle dominant et la faible résilience du système international dans son incapacité à répondre à une crise globale, à un événement imprévu de grande ampleur. Le système occidental (États-Unis et Europe) est toujours dominant du point de vue militaire, mais il semble avoir perdu sa capacité à penser le monde. Cette capacité semble s'être déplacée vers l'Asie. Il faut préciser que ce déplacement vers le Pacifique n'est pas, en soi, une avancée civilisationnelle, un nouveau modèle, mais un nouvel équilibre géopolitique laissant plus de place à une éventuelle multipolarité. Ce déplacement vers l'Asie, s'il peut ouvrir de nouvelles contradictions et possibilités, ne remet pas en cause les fondements du capitalisme qui ont été re-

pris et acceptés par tous les pays asiatiques émergents, à commencer par la Chine.

Depuis 1989, les États-Unis occupent une place de pôle dominant dans le système international. Aujourd'hui, la concurrence économique avec la Chine est de plus en plus crispée. Les États-Unis hésitent sur le projet qu'ils peuvent porter. La chute de l'empire américain est une hypothèse ouverte. L'exemple de l'effondrement de l'empire soviétique a démontré que cette évolution est possible et peut s'accélérer. La forme et la durée de cette chute ne sont pas prévisibles, mais la dynamique semble enclenchée. La montée de l'Asie dans l'ordre mondial est envisagée depuis 1960 et généralement admise depuis 2000. Les prévisions pour les dix plus grandes puissances mondiales font la part belle à l'Asie. The Economist propose pour 2050 : Chine, USA, Inde, Indonésie, Japon, Allemagne, Brésil, Mexique, Royaume-Uni, France. Et l'OCDE propose pour 2060 : Chine, Inde, USA, Indonésie, Japon, Turquie, Allemagne, Brésil, Royaume-Uni, Mexique. La pandémie de Covid-19 semble renforcer l'économie asiatique vis-à-vis de l'Occident. Du point de vue géopolitique, la nature de la transition avec la montée de l'Asie dépend des réponses de l'occident à la remise en cause de son hégémonie alors que les États-Unis conservent leur domination militaire. L'évolution des puissances économiques ne définit pas a priori l'organisation du système géopolitique international, notamment l'évolution vers une bipolarité ou une multipolarité. Elle laisse également ouverte l'évolution des conflits et la possibilité des guerres menées par et entre les grandes puissances.

La question de la guerre et de la paix prolonge la question géopolitique. Les débats sont très vifs en Chine sur la « nouvelle guerre froide ». Les positions dominantes convergent vers l'hypothèse de ne pas passer à une confrontation plus ouverte mais d'être prêts à toutes les situations. Le débat sur la stratégie militaire est très vif en Chine. Le livre de deux colonels de l'armée de l'air chinoise,

Guerre hors limites¹³, paru en Chine en 1999, en témoigne. Ils cherchent comment faire face à la superpuissance américaine. La « guerre hors limites » relie la guerre militaire et la guerre non-militaire, notamment la guerre économique et financière et les terrorismes. Ils insistent également sur la guerre informatique et médiatique et la volonté de reprendre aux États-Unis leur domination dans ce soft power. Dans une situation aux incertitudes multiples, ils préconisent un produit hybride, dans lequel la seule certitude, c'est l'incertitude. À partir de 2015, le débat chinois sur la stratégie militaire va être marqué par les thèses d'un autre colonel, Liu Mingfu qui publie *Le Rêve chinois*¹⁴, avec pour sa part une approche très nationaliste. Cette position est soutenue par le président chinois. Pour Liu Mingfu, la Chine ne peut plus se contenter d'une montée économique et a besoin d'une montée militaire. Elle doit se tenir prête à se battre militairement et psychologiquement, dans un affrontement pour la « prééminence stratégique ». C'est « le moment ou jamais », puisque le but de la Chine est de « devenir le numéro un dans le monde ». La Chine a besoin d'apprendre des autres pays, mais les autres pays doivent aussi apprendre de la Chine. La question de la guerre et de la paix ne se limite pas à la confrontation entre les États-Unis et la Chine ; n'oublions pas que plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent dans des zones de conflits armés.



Écran de surveillance avec reconnaissance faciale

Photographie Gilles Sabrié

La question de la démocratie est la plus difficile. La transition sociale, la transition écologique et la transition géopolitique déterminent les futurs possibles ; on prend conscience de l'urgence et des problèmes, mais on peut percevoir des pistes de transformation. La question démocratique est ressentie comme cruciale, mais on en est encore à explorer les contradictions sans pouvoir définir des amorces de solution.

Deux questions fondamentales sont posées, celle de la stratégie d'émancipation et celle des formes actuelles de la démocratie. Sur la stratégie d'émancipation, le mouvement ouvrier a été confronté à la définition d'une nouvelle approche par rapport à la stratégie que la bourgeoisie a développé pour assurer la victoire du capitalisme sur le féoda-

lisme. Cette stratégie s'énonçait comme suit : il faut créer un parti pour conquérir l'État afin de changer la société. La Première internationale a beaucoup discuté de la reconduction de cette stratégie, surtout à partir des nouvelles voies ouvertes par la Commune¹⁵. La Deuxième internationale et la Troisième ont reconduit cette stratégie. Elle est au fondement de ce que Samir Amin appelait le soviétisme dans la transition au socialisme. Ce modèle a montré ses limites ; les partis politiques sont devenus des partis-États avant même d'avoir conquis l'État, et l'État, même si l'action publique reste essentielle, ne permet pas de sortir du capitalisme par sa dynamique propre. C'est sur la question de la démocratie qu'a échoué la construction du socialisme comme dépassement du capitalisme ; la définition d'une alternative émancipatrice nécessite le renouvellement de la démocratie.

Le débat sur les formes actuelles de la démocratie concerne la question des droits et des libertés. Elle est au centre de la bataille pour l'hégémonie culturelle. Elle porte aussi sur la question de la démocratie politique. Elle se heurte à la défiance généralisée qui se traduit par des taux d'abstention très élevés. Elle s'accompagne, notamment dans une partie de la jeunesse par le refus de la délégation et de la représentation qui rendent très difficiles la confiance dans les systèmes politiques. Une des approches actuelles se traduit par la recherche de nouvelles formes démocratiques : démocratie dans les entreprises ; démocratie locale ; démocratie dans l'action publique et dans les États ; démocratie internationale. Les libertés, qui peuvent être réelles pour certains, ne sont pas vraiment partagées et beaucoup en sont exclus. De même, cette situation repose sur des inégalités entre les pays et les peuples, qui ne sont pas supportables et qui sont de moins en moins supportées. En faisant des démocraties occidentales un modèle unique, on risque de mettre en danger l'idée même de démocratie.

La Chine est au cœur des discussions sur la démocratie. Son discours repose la question de l'efficacité par rapport à celle de la démocratie. Elle oppose les résultats acquis pour un grand nombre, notamment sur la pauvreté, à la question des libertés, ce qui est très souvent affiché dans les systèmes et régimes autoritaires. La nature du capitalisme d'État laisse peu de place aux libertés. Cette discussion est ouverte sur les questions économiques et sociales, elle a été accentuée par les réponses à la pandémie du coronavirus. Le durcissement sur Hong-Kong et les Ouïgours renforce l'inquiétude sur les libertés. La dernière résolution du Parti Communiste Chinois affirme que le développement des réformes nécessite un renforcement du sentiment national. La critique du manque de libertés du système chinois, qui est bien réel, ne peut pas suffire à masquer les manques de libertés considérables dans le système capitaliste néolibéral, notamment dans de nombreux pays qui n'appartiennent pas au centre du pouvoir néolibéral. La lutte contre le modèle autoritaire de Xi Jinping ne saurait dispenser de la réflexion nécessaire sur les atteintes aux libertés qui se développent ailleurs, souvent insidieusement, profitant des situations de crise terroristes ou sanitaires.

La démocratie est au cœur de la question de l'hégémonie culturelle. Nous vivons une grande bataille pour l'hégémonie culturelle au sens où l'entendait Gramsci. Elle oppose deux conceptions du monde. D'un côté, les idées de droite et d'extrême-droite mettent en avant les valeurs d'identité et de sécurité. Il s'agit en fait d'identitarisme, de la mise en avant de la priorité absolue de l'identité nationale. Alors même que, comme l'ont expliqué Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau¹⁶, chaque individu a des identités multiples qui ne se résument pas à l'identité nationale. De même, il s'agit de sécuritarisme qui correspond à une nouvelle phase du néolibéralisme avec, après la crise financière de 2008, le passage à l'austéritarisme combinant austérité et sécurité. Cette conception s'oppose aux valeurs d'égalité

et de solidarité. C'est sur l'égalité que repose l'affrontement principal, que convergent les offensives de la droite. C'est l'égalité qui définit la référence au progrès social et politique, celle qui chemine à travers l'histoire mondiale de la gauche¹⁷. L'affrontement culturel oppose deux conceptions des libertés ; pour la droite, une conception libertarienne des libertés individuelles, pour la gauche, le lien entre les libertés individuelles et les libertés collectives.

À droite, on prétend que la bataille idéologique s'organise autour de la question des migrations, suivant des argumentations qui révèlent souvent un fond raciste marqué. C'est une instrumentalisation médiatique. La bataille pour l'hégémonie culturelle porte d'abord sur la question de l'égalité. Les migrations sont utilisées mais partagent toujours autant les sociétés. Il y a autant d'appel à la haine que de manifestations de solidarité.

La redéfinition de la démocratie est au cœur des mouvements sociaux qui sont porteurs de radicalités nouvelles et qui annoncent de profondes ruptures. Ce sont notamment la question de l'émancipation féministe, la question du racisme et de la deuxième phase de la décolonisation et enfin de la question même du dépassement du capitalisme. La question de l'émancipation féministe a pris une place majeure. Il s'agit d'une nouvelle étape dans les longues luttes des femmes pour leur libération¹⁸. Il s'agit d'un bouleversement majeur dans les sociétés, qui remet en cause les rapports entre les sexes et les rapports de genre. Il interpelle le patriarcat et la domination masculine et interroge les formes de fragilité. La profondeur de la remise en cause se traduit par des formes de panique et suscite chez certains hommes des réactions extrêmement violentes. C'est une révolution radicale et qui se répand dans tous les pays et cultures religieuses ou nationales. On en voit déjà les indices en Chine. L'affolement dans les rapports sociaux se traduit par un affolement dans la théorie. L'affirmation de la nécessité de prendre en compte les rapports de genre

et les rapports au racisme pour comprendre les rapports de classe suscite une réaction très violente. Certains y lisent une remise en cause des rapports de classe plutôt qu'une nécessité d'approfondir la compréhension de leur réalité. Alors que cette réalité est inverse comme le démontre si bien Angela Davis¹⁹. L'intersectionnalité est présentée comme un choix pour les minorités par rapport à la compréhension des rapports de classe. L'afrofémisme, dans les pays où il se manifeste, montre bien le lien étroit entre les couches populaires, les revendications féministes et les groupes « racisés ».

La question du racisme et de la décolonisation est, avec la question féministe l'objet de réactions d'une grande violence. Les deux mouvements les plus radicaux aujourd'hui aux États-Unis, et en référence dans une large partie du monde, sont #MeToo et Black Live Matters. La question du racisme en liaison avec la question des migrations renvoie au caractère inachevé de la décolonisation.

L'indépendance des États, est à peu près achevée. On peut en mesurer la portée, mais on en voit aussi les limites. D'autant qu'à partir de 1980, les pays dominants, États-Unis, Europe et Japon, ont repris le contrôle de la mondialisation en imposant le néolibéralisme. Ils ont mis fin à la tentative des pays du Sud d'équilibrer les échanges internationaux en leur imposant l'endettement et les programmes d'austérités dits d'ajustement structurel. La deuxième phase de la décolonisation commence, celle de la libération des nations et des peuples. Elle interpelle la forme des États-nations comme on peut le voir à travers les revendications d'États plurinationaux d'une part et les évolutions des formes de mondialisation d'autre part. Elle

interroge aussi le rôle que pourraient jouer les grandes régions géoculturelles dans l'évolution du système international.

La lutte contre le racisme s'inscrit dans la perspective d'une décolonisation inachevée. Ainsi, sur la question des migrations, alors que les formes des migrations aujourd'hui concernent le travail, les guerres ou l'environnement, ce que l'on voit resurgir dans les débats culturels et idéologiques, ce sont les relations entre les migrations, la colonisation et l'esclavage. La décolonisation reste à l'ordre du jour par les inégalités dans le système mondial et aussi par l'actualité de l'histoire longue des formes de domination.

La discussion sur la place de la Chine dans le nouveau monde du XXI^e siècle recouvre la discussion sur la décolonisation. La Chine choisira-t-elle de privilégier sa place de grande puissance ou cherchera-t-elle à définir de nouveaux rapports internationaux plus équilibrés, ce qu'elle avait tenté il y a une dizaine d'années dans le G70 au sein des Nations-Unies, pour abandonner ensuite cette stratégie en développant une forme de subordination spécifique envers les pays qui en firent partie, notamment en Afrique. Opèrera-t-elle pour la bipolarité, en tête à tête conflictuel avec les États-Unis, ou cherchera-t-elle comme à l'époque à privilégier une multipolarité et le renforcement d'institutions internationales équilibrées. Quel rôle choisira-t-elle de jouer dans la construction de la décolonisation ou dans le renforcement de nouvelles formes de domination ?

Enfin, la question du dépassement du capitalisme reste ouverte. Elle est un des passages obligés pour définir les alternatives. Elle s'inscrit dans la discussion sur la transition écologique, sociale, démocratique et géopolitique. Elle a l'intérêt de nommer les grandes contradictions à l'œuvre, en y rajoutant la transition idéologique et culturelle. Il reste maintenant à nourrir chacune de ces dimensions à partir des nouvelles propositions de construction d'un autre monde possible et nécessaire. Il faut aussi développer les

alternatives, les nouveaux rapports sociaux de dépassement du capitalisme dans les sociétés actuelles, comme les rapports sociaux capitalistes marchands se sont développés dans les sociétés féodales avant que le mode de production capitaliste ne devienne dominant et que les superstructures politiques bourgeoises ne s'imposent. Fernand Braudel indiquait qu'il appréciait la proposition de Samir Amin de distinguer les transitions longues, notamment la chute de l'empire romain, et les transitions courtes comme celle que la bourgeoisie avait dirigé dans la construction du capitalisme.

Immanuel Wallerstein, dans la longue préface qu'il a rédigé pour la version anglaise du livre *Une stratégie alter mondialiste*²⁰ estimait que la période de dépassement du capitalisme était en cours et que dans les trente prochaines années nous verrions s'imposer de nouveaux modes de production dominants. Il précisait que le dépassement du capitalisme n'était pas forcément le socialisme, qu'il s'agirait probablement d'un nouveau mode de production inégalitaire et que l'enjeu était celui de la nature et de l'importance des inégalités structurantes de l'ordre mondial émergent et de chaque société et des nouvelles formes de propriété qui déterminerait les nouveaux rapports de production. Quelles seront les nouvelles classes sociales qui structureront les sociétés ? Gérard Duménil et Dominique Lévy²¹ rappellent que les nouvelles classes sociales qui ont défini le capitalisme n'étaient pas les classes sociales principales de la société féodale, l'aristocratie et la paysannerie ; ce sont des classes nouvelles nées dans le processus du nouveau mode de production capitaliste, la bourgeoisie et la classe ouvrière. Ils proposent de reconnaître comme nouvelle classe dominante le « cadrisme » né de la séparation entre actionnaires et managers. De même, on peut estimer que le nouveau prolétariat découlerait du « précaire » soumis à de nouvelles formes d'exploitation. Cette réflexion est renforcée par l'importance de la nouvelle révolution scien-

tifique et technique aujourd'hui en cours qui va marquer l'avenir et que le livre de Simone Pieranni, *Red Mirror*, met en perspective en Chine. Elle marque déjà l'évolution des mouvements sociaux dans toutes les parties du monde²². On retrouve sur ces questions de l'innovation les questions posées par l'évolution de la Chine. La conversion capitaliste de la Chine et le choix du capitalisme d'État sont indéniables. Déterminent-ils complètement l'avenir ? Le capitalisme a été choisi comme modèle d'efficacité, mais qu'est-ce qui détermine l'efficacité : le marché ? la propriété ? le profit ? les entreprises ? l'État ? les classes ? la place des cadres ? la limitation de la démocratie ? le projet commun ? L'analyse approfondie de l'évolution du capitalisme et de ses composantes doit être actualisée et mise en perspective. La définition d'une alternative émancipatrice n'a pas encore tiré les leçons du modèle soviétique, du soviétisme comme modèle étatique déviant de définition du socialisme. Elle doit aussi s'intéresser à la nature du capitalisme d'État dominant en Chine et à l'expérience chinoise du développement comme modèle de transformation sociale.

La question des stratégies d'émancipation est ouverte. Elle nécessite une nouvelle théorie qui renouvelle le marxisme et ses développements pour prendre en compte les développements scientifiques et techniques et les nouvelles approches de l'écologie. Elle nécessite aussi, comme la Première internationale avait su le faire à partir de la Commune de Paris, de rouvrir le débat sur les classes, l'État, le pouvoir et la stratégie. Elle nécessite enfin un nouveau récit qui rompt avec l'évolution du soviétisme qui a achevé les espoirs des révolutions des années 1920.

L'altermondialisme est le mouvement anti-systémique du néolibéralisme en tant que phase de la mondialisation capitaliste. Il a commencé avec le néolibéralisme à la fin des années 1970. Sa première phase de 1979 à 1990 a été portée par les mouvements des pays du Sud contre la dette et les programmes d'ajustement structurel. Sa deuxième phase, contre le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, a refusé la réorganisation du système international, après la chute du mur de Berlin, en proclamant : « le droit international ne doit pas être subordonné au droit aux affaires ». La troisième phase a été celle des Forums sociaux mondiaux jusqu'à la crise financière de 2008 et les mouvements insurrectionnels qui ont commencé en 2011. Le renouvellement de l'altermondialisme entre dans sa quatrième phase ; elle doit prendre en compte les bouleversements en cours accentués par la crise de la pandémie et du climat.

La quatrième phase de l'altermondialisme nécessite l'élaboration d'une stratégie commune à partir de la stratégie des mouvements sociaux. Les mouvements sociaux ne se réduisent pas à leurs organisations. Comme le mouvement ouvrier ne se réduit pas à ses organisations syndicales et aux partis politiques qui s'en réclament. Un mouvement relie des couches sociales et les catégories sociales qui se définissent en fonction d'un projet de transformation et d'émancipation et qui, ensemble, forment la société et ses projets d'avenir. Pour expliciter l'évolution d'un mouvement social, prenons l'exemple du mouvement paysan et de sa mutation. Il est représenté par La Via Campesina qui est le mouvement social mondial le plus massif du monde et qui regroupe plus d'une centaine de millions d'agriculteurs-paysans. Ce mouvement a été capable de persuader largement que l'agriculture paysanne est plus moderne que l'agro-industrie et qu'elle correspond de plus aux obligations écologiques, qu'il faut refuser les OGMs, que la souveraineté alimentaire est une stratégie nécessaire. Ce faisant, par delà son existence comme mouvement social, l'agricul-

ture paysanne est devenue un mouvement scientifique, technique et écologique.

Les mouvements sociaux sont porteurs de la transformation sociale, chacun de leur côté et ensemble. Sont-ils capables d'être ensemble ? Le mouvement ouvrier et des salariés, le mouvement paysan, le mouvement d'émancipation féministe, le mouvement écologiste, le mouvement des peuples premiers et autochtones, le mouvement contre les racismes, les discriminations et pour la deuxième étape de la décolonisation. Ces mouvements sont porteurs des nouvelles radicalités. Il leur revient de définir un projet d'émancipation et de dépassement qui corresponde à la nouvelle alliance entre les mouvements sociaux, et d'inventer de nouvelles formes de politique qui répondent à un défi majeur, celui d'une invention d'une nouvelle approche de la démocratie.

Notes

1. Walden Bello, « The Three Revolutions of the Chinese Communist Party », *Foreign Policy in Focus*, 2021
2. Claudio Katz, « La Chine : ni puissance impérialiste, ni pays du Sud », *Contretemps*, 2021-09. <https://www.contretemps.eu/chine-imperialisme-sud-capitalisme-etats-unis/>
3. Rémy Herrera & Zhiming Long, *La Chine est-elle capitaliste ?* Éditions Critiques, Paris 2019.
4. Pierre Rousset, « La Chine nouvel impérialisme émergé », *Europe solidaire sans frontières*, 2021, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article60088>
5. Gustave Massiah, « Repenser le développement pour repenser la solidarité internationale », *CADTM*, août 2019. <https://www.cadtm.org/Analyse-Repenser-le-developpement-pour-repenser-la-solidarite-internationale>
6. Geneviève Azam, *Le temps du monde fini, Les liens qui lièrent*, 2010.

7. Donella Meadows, Dennis Meadows & Jorgen Randers, *The Limits to growth*, dit aussi *Rapport Meadows*, publié en français *Halte à la croissance*, et *Les limites de la croissance* (dans un monde fini), Rue de L'Échiquier, 2012
8. Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, 2007
9. Darrell Bricker & John Ibbitson, *Planète vide, le choc de la décroissance démographique mondiale*, Les Arènes, 2020
10. Gustave Massiah, « Pour une approche altermondialiste des migrations », dans Claude Calame et Alain Fabart, *Migrations forcées, discriminations et exclusions*, Éd du Croquant, juin 2020.
11. Kyle Harper, *Comment l'empire romain s'est effondré*, La Découverte, 2019. (version en français de *The Fate of Rome*, Princeton University Press, 2017).
12. Gustave Massiah, « Le rôle de la pandémie et du climat dans la crise de civilisation », juin 2020.
13. Qiao Liang & Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, Payot et Rivages, 2003.
14. Liu Mingfu, *The China dream, great power thinking and strategic posture in the post American era*, CN Times books, 2015.
15. Gustave Massiah, « La Commune de Paris et le renouvellement de l'altermondialisme », août 2021.
16. Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau, *Quand les murs tombent*, Ed Galaade, Paris, 2007
17. Shlomo Sand, *Une brève histoire mondiale de la gauche*, La Découverte, Paris 2021
18. Jules Falquet (sous la direction de), *Le sexe de la mondialisation*, Presse de Sciences Po, Paris 2010
19. Angela Davis, *Femme, race et classe*, Éd. Des femmes, Antoinette Fouque, Paris 2007.
20. Immanuel Wallerstein, « Dilemmas for the Global Left », Preface to Gustave Massiah, in collaboration with Elise Massiah, *Strategy for the alternative to globalization*, Black Rose Books, Montreal, 2011

- 21.** Gérard Duménil & Dominique Lévy, *La grande bifurcation, en finir avec le néolibéralisme*, La Découverte, Paris 2014.
- 22.** Gustave Massiah, « Les mouvements sociaux à l'ère du numérique, à partir du livre de Zeynep Tufekci » dans *Le monde révolté*, livre numérique, C&F éditions, 2019.

En guise de conclusion : Intégrer la Chine dans la réflexion altermondialiste

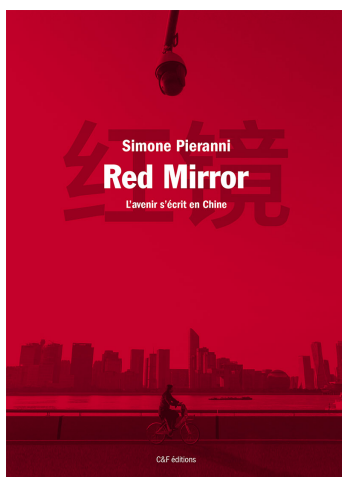
Après ces réflexions revenons au livre de Simone Pieranni dont nous étions partis. L'évolution de la Chine est une des questions centrales de la période à venir ; elle permet de s'interroger sur les avenir possibles pour un futur qui n'est pas écrit. Les contradictions caractérisent les évolutions possibles du monde ; elles caractérisent aussi l'avenir de la Chine. Le très grand intérêt du livre de Simone Pieranni est de s'intéresser à la Chine en tant que totalité et sans oublier son rôle dans la construction des imaginaires. Mais il est aussi et surtout de mettre en scène les chinois et leurs modes de vie. Pour observer les cultures, les pratiques, les relations, il part de leurs désirs propres, des contraintes spécifiques de leur histoire et des philosophies qui les ont traversées. Comme le précise Hervé Le Crosnier, son éditeur, le livre est marqué par l'empathie militante et la solidarité avec le peuple chinois. De ce point de vue, il part de la manière dont vivent les chinois et ne se contente pas de réflexions globales et abstraites sur le parti et l'État chinois. S'enfermer dans les débats de superstructure, c'est favoriser les logiques guerrières et la vision occidentale qui veut « libérer » les peuples du monde en méprisant les capacités d'émancipation des peuples eux-mêmes.

Il s'agit de sortir de la montée de l'antagonisme entre la Chine et l'Occident qui prend toutes les formes d'un affrontement mondial géopolitique, économique et culturel. *Red Mirror* analyse une question vitale pour les mouvements sociaux, celle de l'évolution du numérique. Il analyse le soft-power culturel tel qu'il est transformé par le numérique. C'est le travail que poursuit avec persévérance C&F éditions qui a publié avec constance les meilleures réflexions sur les enjeux de société du numérique. Le livre de Simone Pieranni déchiffre ces enjeux du numérique à partir du succès des applications numériques chinoises, de la recherche scientifique, des alliances économiques et des nouvelles routes de la soie, de la pénétration des infrastructures numériques chinoises depuis les téléphones Huawei, les dispositifs 5G, la reconnaissance faciale.

Dans la nouvelle phase de l'altermondialisme, il faut prendre toute la mesure du numérique comme vecteur abstrait d'un nouveau monde qui associe liberté d'expression et surveillance de tous les instants. C'est une contradiction majeure qui interroge et pourrait renouveler autant que mettre en danger la question de la démocratie.

Colophon

Ce document écrit par Gustave Massiah est offert par C&F éditions. Les réflexions ouvertes destinées aux activistes des mouvements sociaux de la planète sont issues d'une lecture attentive du livre best-seller *Red Mirror. L'avenir s'écrit en Chine* de Simone Pieranni.



<https://cfeditions.com>